

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ARRETES DU MAIRE - Services techniques

JUILLET 2019

ARST_2019_108	TRAVAUX DESERTOT DU 18 AU 21 RUE DE LA JUSTICE SUEZ CIRCULATION_DU 08.17.19 AU 19.07.19	1-2
ARST_2019_109	TRAVAUX DESERTOT DU 18 AU 21 RUE DE LA JUSTICE SUEZ STATIONNEMENT_DU 08.07.19 AU 19.07.19	3-4
ARST_2019_110	TRAVAUX ANJOUBAULT 72 R.SALENGRO-43 R.MARSANNAY-1 R.LONGVIC SUEZ CIRCULATION_DU 08.07.19 AU 12.07.19	5-6
ARST_2019_111	TRAVAUX ANJOUBAULT 72 R.SALENGRO-43 R.MARSANNAY-1 R.LONGVIC SUEZ STATIONNEMENT_DU 08.07.19 AU 12.07.19	7-8
ARST_2019_112	TRAVAUX BER21 DU 9 RUE GEORGE SAND ET RUE EDOUARD ESTAUNIER ORVITIS CIRCULATION_DU 08.07.19 AU 26.07.19	9-10
ARST_2019_113	TRAVAUX BER21 DU 9 RUE GEORGE SAND ET RUE EDOUARD ESTAUNIER ORVITIS STATIONNEMENT_DU 08.07.19 AU 26.07.19	11-12
ARST_2019_114	DEMENAGEMENT AU 3 RUE DES GALLANDIER ENTREPRISE BOIVIN_07.08.2019	13-14
ARST_2019_115	DEMENAGEMENT M. et Mme CROTET au 15 R. PASTEUR_DU 03.08.19 AU 04.08.19	15-16
ARST_2019_116	DEMENAGEMENT PAILLAUD AU 16 RUE DES ANEMONES_16.08.2019	17-18
ARST_2019_117	DEMENAGEMENT JEZEQUEL 5 RUE CHARLES POISOT_17.07.2019	19-20
ARST_2019_118	ACCÈS CHANTIER CONSTRUCTION SKATEPARK_DU 15.07.19 AU 06.09.19	21-22
ARST_2019_119	TRAVAUX SOCATER 26 AV ROLAND CARRAZ GRDF CIRCULATION_DU 22.07.19 AU 26.07.19	23-24
ARST_2019_120	TRAVAUX SOCATER 26 AV ROLAND CARRAZ GRDF STATIONNEMENT_DU 22.07.19 AU 26.07.19	25-26
ARST_2019_121	TRAVAUX SNCTP 2 IMP DES ALOUETTES GRDF CIRCULATION_DU 26.08.19 AU 02.09.19	27-28

ARST_2019_122	TRAVAUX SNCTP 2 IMP DES ALOUETTES GRDF STATIONNEMENT_DU 26.08.19 AU 02.09.19	29-30
ARST_2019_123	MARCHE TRAVAUX MATERNELLE J.FERRY DÉCLARÉ SANS SUITE	31
ARST_2019_124	AMÉNAGEMENT CIRCULATION A TITRE D'ESSAI RUE ALIX DE VERGY_DU 22.07.19 AU 31.10.19	32-34
ARST_2019_125	TRAVAUX BOUYGUES CITELUM CARREFOUR AV CARRAZ ET RUE DE LONGVIC FEUX CIRCULATION_DU 29.07.19 AU 02.08.19	35-36
ARST_2019_126	TRAVAUX BOUYGUES CITELUM CARREFOUR AV CARRAZ ET RUE DE LONGVIC FEUX STATIONNEMENT_DU 29.07.19 AU 02.08.19	37-38
ARST_2019_127	TRAVAUX BOUYGUES CITELUM CARREFOUR MARSANNAY THIBAUT STADE FEUX CIRCULATION_DU 29.07.19 AU 02.08.19	39-40
ARST_2019_128	TRAVAUX BOUYGUES CITELUM CARREFOUR MARSANNAY THIBAUT STADE FEUX STATIONNEMENT_DU 29.07.19 AU 02.08.19	41-42
ARST_2019_129	DEMENAGEMENT MARATHON 21 RUE DES MURGERS MME CHAUVEAU STATIONNEMENT CAMION_06.08.2019	43-44
ARST_2019_130	TRAVAUX PENNEQUIN DEMOLITION CLINIQUE BD BAZIN ET RUE A. MAIREY STATIONNMENT INTERDIT_DU 24.07.19 AU 09.08.19	45-46
ARST_2019_131	DUC ET PRENEUF TAILLE HAIE URGO AV. R. CARRAZ_DU 05.08.19 AU 09.08.19	47-48
ARST_2019_132	AUTORISATION STATIONNEMENT_CAMION TOUPIE BÉTON PARKING CUREL M. LENOIR_05.08.2019	49-50

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 413-1 et R.417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 191625 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise DESERTOT pour le compte de SUEZ

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise DESERTOT à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux d'assainissement et sur réseaux d'eau potable que doit réaliser l'entreprise DESERTOT pour le compte de SUEZ, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE DE LA JUSTICE

ARRÊTES**Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX
CIRCULATION ALTERNEE, NEUTRALISATION DE VOIE, LIMITATION DE VITESSE et
INTERDICTION DE STATIONNEMENT

du 18 au 21 RUE DE LA JUSTICE (Chenôve), à compter du 08/07/2019 jusqu'au 19/07/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. La signalisation suivante sera mise en place de part et d'autre du chantier : panneau "Piétons, traversez" + 30 mètres avant le chantier : AK5 + panonceau "Traversée de piétons".

La largeur de la chaussée sera rétrécie et la circulation se fera par alternat sur une longueur maximale de 30 mètre(s), suivant les règles générales du Code de la Route. La circulation est rendue libre chaque soir.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

Le stationnement des véhicules est interdit des deux côtés sur une longueur de 20 mètres. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise DESERTOT.

Article 3

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

Article 4

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise DESERTOT
- SUEZ

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 04/07/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 191625 par laquelle DESERTOT pour le compte de SUEZ sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant DESERTOT pour le compte de SUEZ à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise DESERTOT pour le compte de SUEZ, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE DE LA JUSTICE que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARRÊTES**Article 1**

L'entreprise DESERTOT est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public du 18 au 21 RUE DE LA JUSTICE (Chenôve) sur chaussée, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée, à compter du 08/07/2019 jusqu'au 19/07/2019.

Article 2

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise DESERTOT doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise DESERTOT a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise DESERTOT devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise DESERTOT
- SUEZ

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 04/07/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 413-1

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 191694 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise ANJOUBAULT pour le compte de SUEZ

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise ANJOUBAULT à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux d'eau potable que doit réaliser l'entreprise ANJOUBAULT pour le compte de SUEZ, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE DE MARSANNAY, RUE DE LONGVIC et RUE ROGER SALENGRO

ARRÊTE**Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX
OBLIGATION DE MOUVEMENT , NEUTRALISATION DE VOIE et LIMITATION DE
VITESSE

à l'intersection de la RUE DE MARSANNAY, de la RUE DE LONGVIC et de la RUE ROGER SALENGRO, à compter du 08/07/2019 jusqu'au 12/07/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent.

Une obligation d'aller tout droit est instaurée pour les véhicules circulant en direction de MARSANNAY.

La circulation des véhicules est interdite sur la voie affectée aux mouvements de tourne à gauche. Les véhicules circuleront sur la voie adjacente affectée au même sens de circulation.

Quand la situation le nécessite, les flux de circulation sont séparés par des K5.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise ANJOUBAULT.

Article 3

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

Article 4

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise ANJOUBAULT
- SUEZ

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 04/07/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 191694 par laquelle ANJOUBAULT pour le compte de SUEZ sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant

ANJOUBAULT pour le compte de SUEZ à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise ANJOUBAULT pour le compte de SUEZ, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE DE MARSANNAY, RUE DE LONGVIC et RUE ROGER SALENGRO

que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARRÊTE**Article 1**

L'entreprise ANJOUBAULT est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public à l'intersection de la RUE DE MARSANNAY, de la RUE DE LONGVIC et de la RUE ROGER SALENGRO sur chaussée, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée, du 8/07/2019 jusqu'au 12/07/2019.

Article 2

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise ANJOUBAULT doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise ANJOUBAULT a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise ANJOUBAULT devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie

sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise ANJOUBAULT
- SUEZ

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 04/07/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R.417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 191727 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise BER21 pour le compte de ORVITIS

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise BER21 à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux de chauffage urbain que doit réaliser l'entreprise BER21 pour le compte de ORVITIS, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE GEORGE SAND et RUE EDOUARD ESTAUNIE

ARRÊTES**Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX
INTERDICTION DE STATIONNEMENT, CIRCULATION ALTERNEE et NEUTRALISATION
DE VOIE

RUE GEORGE SAND, du 9B jusqu'à la RUE EDOUARD ESTAUNIE (Chenôve) et RUE EDOUARD ESTAUNIE (Chenôve), À compter du 08/07/2019 jusqu'au 26/07/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. La signalisation suivante sera mise en place de part et d'autre du chantier : panneau "Piétons, traversez" + 30 mètres avant le chantier : AK5 + panonceau "Traversée de piétons".

La largeur de la chaussée sera rétrécie et la circulation se fera par alternat sur une longueur maximale de 0 mètre(s), suivant les règles générales du Code de la Route.

Le stationnement des véhicules est interdit des deux côtés sur une longueur de 20 mètres. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise BER21.

Article 3

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

Article 4

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise BER21
- ORVITIS

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 04/07/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 191727 par laquelle BER21 pour le compte de ORVITIS sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier
Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant BER21 pour le compte de ORVITIS à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise BER21 pour le compte de ORVITIS, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE GEORGE SAND
que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARRÊTES**Article 1**

L'entreprise BER21 est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public du 9B au 13 RUE GEORGE SAND (Chenôve) sur trottoir, sur chaussée et sur stationnement, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée.

Article 2

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise BER21 doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise BER21 a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise BER21 devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise BER21
- ORVITIS

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 04/07/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement du déménagement par l'entreprise BOIVIN au 3 rue des Gallandiers, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

ARRÊTE

Article 1 :

Afin de permettre le bon déroulement d'un déménagement, il convient de permettre le stationnement du camion de déménagement devant le 3 rue des Gallandiers, sur zone de stationnement.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le 7 Août 2019.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise BOIVIN pendant toute la durée du déménagement.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise BOIVIN,
Police Municipale,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 15/07/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement d'un déménagement de Monsieur et Madame CROTET Remy au 15 rue Pasteur, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

ARRÊTE

Article 1 :

Afin de permettre le bon déroulement de son déménagement, il convient d'autoriser Monsieur et Madame CROTET Rémy à occuper le domaine public, pour stationner le camion de déménagement au droit du 15 rue Pasteur.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 03 au 04 août 2019.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par le Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêt

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur et Mme CROTET Rémy
CTM,
Police Municipale,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 15/07/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement d'un déménagement par l'entreprise PALLAUD au 16 rue des Anémones, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

ARRÊTE**Article 1 :**

Afin de permettre le bon déroulement d'un déménagement, il convient d'autoriser l'entreprise PALLAUD à occuper le domaine public, pour stationner le camion de déménagement avec monte-meuble au droit du 16 rue des Anémones.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le 16 Août 2019.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise PALLAUD, pendant toute la durée du déménagement.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise PALLAUD, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise PALLAUD,
Police Municipale,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 15/07/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement d'un déménagement au 5 rue Charles Poisot par l'entreprise JEZEQUEL, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

ARRÊTE

Article 1 :

Afin de permettre le bon déroulement d'un déménagement, il convient d'autoriser l'entreprise DEMENAGEMENTS JEZEQUEL a occuper le domaine public pour stationner le camion de déménagement sur 2 places devant le n° 5 rue Charles Poisot à Chenôve.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le 17 juillet 2019.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.


Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,

Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 15/07/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux



Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Entreprise DEMENAGEMENTS JEZEQUEL,
Centre Technique Municipal,
Police Municipale,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 12 juillet 2019



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant qu'il y a lieu de créer un accès temporaire pour le chantier de construction d'un skatepark,

ARRÊTE

Article 1 :

Un accès chantier est implanté au droit du 9 à 11 rue Germinal, au niveau du square des Grands Crus, pour accéder à la zone de construction du futur skatepark (voir plan joint)

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire à compter de ce jour jusqu'au 6/09/2019.

Article 3 :

Seules les entreprises VAL RHONE TP et GAUDRY sont autorisées à emprunter cette voie d'accès.

Article 4 :

Les places de stationnement entre le 9 et 11 rue Germinal sont temporairement supprimées, de part et d'autre de la chaussée, afin de permettre la giration des poids lourds au droit de l'intersection provisoire créée.

Article 5 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise VAL RHONE TP sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 6 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 7 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par le centre technique municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

Signé par : Ludovic RAILLARD

Date : 15/07/2019

Qualité : Maire Adjoint délégué aux travaux

Article 8 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 9 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise VAL RHONE TP,
Monsieur le Directeur de l'entreprise GAUDRY,
Monsieur Vincent MAYOT (maître d'oeuvre) et ANTIDOTE,
Centre technique municipal,
Police Municipale,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 15 juillet 2019



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R.417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 191385 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise SOCATER pour le compte de GRDF

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise SOCATER à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux de gaz que doit réaliser l'entreprise SOCATER pour le compte de GRDF, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation :
AVENUE ROLAND CARRAZ

ARRÊTE**Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX

INTERDICTION DE STATIONNEMENT et NEUTRALISATION DE VOIE

26 AVENUE ROLAND CARRAZ du côté pair (Chenôve), à compter du 22/07/2019 jusqu'au 26/07/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'entreprise matérialisera un cheminement. Ce passage, d'un mètre quarante de largeur minimum, sera délimité au moyen de barrières.

Le stationnement des véhicules est interdit au droit des numéros pairs sur une longueur de 20 mètres.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise SOCATER.

Article 3

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

Article 4

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 15/07/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux



- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise SOCATER
- GRDF

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE, le 15 juillet 2019



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 191385 par laquelle SOCATER pour le compte de GRDF sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant SOCATER pour le compte de GRDF à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDERANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise SOCATER pour le compte de GRDF, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier AVENUE ROLAND CARRAZ

que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARRÊTE**Article 1**

L'entreprise SOCATER est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public 26 AVENUE ROLAND CARRAZ du côté pair (Chenôve) sur trottoir et sur stationnement, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée, à compter du 22/07/2019 jusqu'au 26/07/2019.

Article 2

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise SOCATER doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise SOCATER a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise SOCATER devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Signé par : Ludovic RAILLARD

Date : 15/07/2019

Qualité : Maire Adjoint délégué aux travaux

Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise SOCATER
- GRDF

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE, le 15 juillet 2019



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R.417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 191800 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise SNCTP pour le compte de GRDF

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise SNCTP à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux de gaz que doit réaliser l'entreprise SNCTP pour le compte de GRDF, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation :
IMPASSE DES ALOUETTES

ARRÊTE

Article 1

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX
INTERDICTION DE STATIONNEMENT et CIRCULATION ALTERNEE

2 IMPASSE DES ALOUETTES (Chenôve), à compter du 26/08/2019 jusqu'au 02/09/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La largeur de la chaussée sera rétrécie et la circulation se fera par alternat sur une longueur maximale de 20 mètre(s), suivant les règles générales du Code de la Route.

Le stationnement des véhicules est interdit des deux côtés sur une longueur de 20 mètres.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise SNCTP.

Article 3

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

Article 4

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve

Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 15/07/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux



- L'entreprise SNCTP
- GRDF

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE, le 15 juillet 2019



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 191800 par laquelle SNCTP pour le compte de GRDF sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant SNCTP pour le compte de GRDF à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDERANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise SNCTP pour le compte de GRDF, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier IMPASSE DES ALOUETTES que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARRÊTE**Article 1**

L'entreprise SNCTP est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public 2 IMPASSE DES ALOUETTES (Chenôve) sur chaussée, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée, à compter du 26/08/2019 jusqu'au 02/09/2019.

Article 2

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise SNCTP doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise SNCTP a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise SNCTP devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise SNCTP
- GRDF

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 15/07/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu l'article R 2123 – 1° du Code de la Commande Publique,
Vu la délégation du Conseil Municipal de la ville de Chenôve en date du 28 septembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du Maire,
Vu l'avis d'appel public à la concurrence n° 19-72442 publié au BOAMP le 7 mai 2019

ARRÊTE

Article 1 :

Cet arrêté annule et remplace l'arrêté du Maire n° ARST_2019_098 du 27/06/2019.

Article 2 :

La consultation « Travaux de rénovation énergétique et de mise aux normes des installations du bâtiment : performance énergétique, qualité de l'air intérieur, confort des usagers ». (maternelle Jules Ferry) est déclarée sans suite, au motif d'incompatibilité des délais d'exécution avec les contraintes de site.

Article 3:

Ampliation du présent arrêté sera adressé à Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de Chenôve chargé d'en assurer l'exécution.

Le présent arrêté sera affiché conformément à la loi et peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 17/07/2019
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vue le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant qu'il y a lieu de sécuriser la circulation routière sur la rue Alix de Vergy,

ARRÊTE

Article 1 :

Un nouvel aménagement est mis en place par les services de Dijon Métropole, à titre d'essai, à compter de ce jour jusqu'au 31 octobre 2019.

Article 2 :

Deux aménagements de type écluse avec pose d'un ralentisseur de type coussin berlinois sont implantés selon le plan ci-joint :

- un aménagement au droit du n° 23 rue Alix de Vergy
- un aménagement au droit des n° 20 à 22 rue Alix de Vergy

Article 3 :

La vitesse de circulation sera limitée à 30 Km/h sur une longueur de 220 m englobant les aménagements réalisés, sur la section comprise entre :

Limite Est : intersection entre la rue Alix de Vergy et la rue de Marsannay

Limite Ouest : intersection entre la rue Alix de Vergy et le rond-point avec la rue Albert Luthuli.

Article 4 :

Les véhicules se trouvant entre ces deux écluses seront prioritaires par rapport aux véhicules arrivant en sens inverse.

Article 5 :

La signalisation routière verticale et horizontale sera mise en place par les services de Dijon Métropole, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale, et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :

Signé par : **Ludovic RAILLARD**
Date : 22/07/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Police Municipale,
DIEZE,
Affichage.

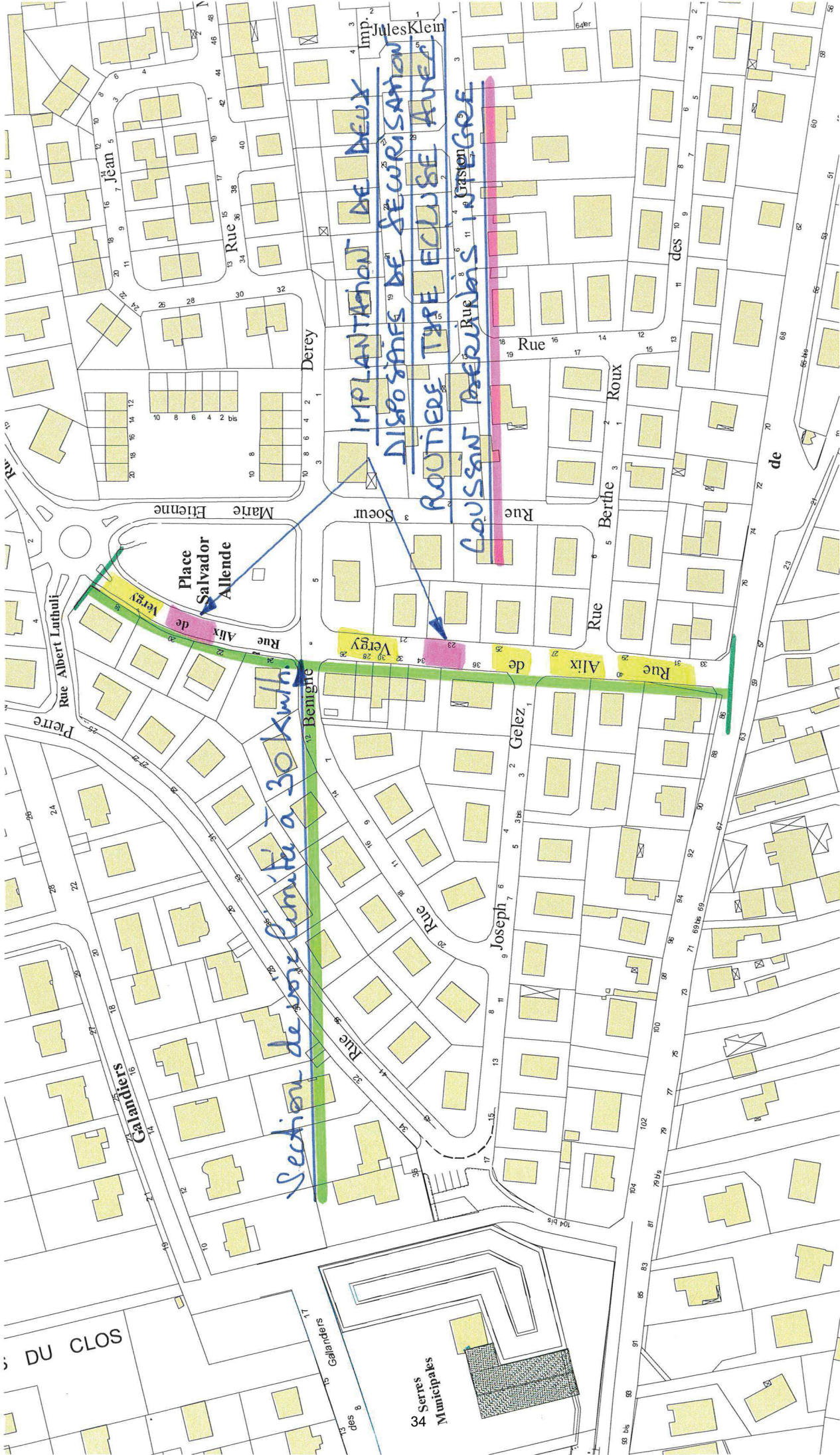
Fait à CHENÔVE, le 19 juillet 2019



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

AMENAGEMENT DE SECURITE RUE ALIX DE VERGY



JUILLET 2019
F.B.

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 413-1 et R.417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 191810 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise BOUYGUES-CITELUM à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur la signalisation verticale (feux tricolores) que doit réaliser l'entreprise BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : AVENUE ROLAND CARRAZ et RUE DE LONGVIC

ARRÊTE**Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX

MESURE LIBRE CIRCULATION, NEUTRALISATION DE VOIE, LIMITATION DE VITESSE et INTERDICTION DE STATIONNEMENT

à l'intersection de l'AVENUE ROLAND CARRAZ et de la RUE DE LONGVIC, à compter du 29/07/2019 jusqu'au 02/08/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent.

chaussée rétrécie pour le remplacement des équipement de signalisation lumineuse tricolore.

La circulation des véhicules est interdite sur la voie de droite et la voie de gauche. La disposition est applicable en dehors des heures de pointe (7h45 - 9h00 / 11h45 -12h30/ 13h45 -14h15 et 17h30 -18h30). Les véhicules circuleront sur la voie adjacente affectée au même sens de circulation, alternativement en fonction des besoins du chantier.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

Le stationnement des véhicules est interdit des deux côtés sur une longueur de 20 mètres.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise BOUYGUES-CITELUM Adjointe déléguée aux travaux

Article 3

Signé par : Ludovic RAILLARD

Date : 22/07/2019

Qualité : Maire Adjoint délégué aux travaux

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

Article 4

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise BOUYGUES-CITELUM
- BOUYGUES E.S / CITELUM

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE, le 22 juillet 2019



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 191817 par laquelle BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDERANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier AVENUE ROLAND CARRAZ et RUE DE LONGVIC
que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARRÊTE**Article 1**

L'entreprise BOUYGUES-CITELUM est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public à l'intersection de l'AVENUE ROLAND CARRAZ et de la RUE DE LONGVIC sur trottoir et sur chaussée, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée, à compter du 29/07/2019 jusqu'au 02/08/2019.

Article 2

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise BOUYGUES-CITELUM doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise BOUYGUES-CITELUM a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

Signé par :  Ludovic RAILLARD

Date : 22/07/2019

Qualité :  Maire délégué aux travaux

L'entreprise BOUYGUES-CITELUM devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise BOUYGUES-CITELUM
- BOUYGUES E.S / CITELUM

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE, le 22 juillet 2019



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 413-1 et R.417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 191797 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise BOUYGUES-CITELUM à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur la signalisation verticale (feux tricolores) que doit réaliser l'entreprise BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE DE MARSANNAY, RUE ARMAND THIBAUT et RUE DU STADE

ARRÊTE**Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX
LIMITATION DE VITESSE, INTERDICTION DE STATIONNEMENT et NEUTRALISATION DE VOIE

à l'intersection de la RUE DE MARSANNAY, de la RUE ARMAND THIBAUT et de la RUE DU STADE, à compter du 29/07/2019 jusqu'au 02/08/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir. La circulation est rendue libre chaque soir.

Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'entreprise matérialisera un cheminement. Ce passage, d'un mètre quarante de largeur minimum, sera délimité au moyen de barrières.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

Le stationnement des véhicules est interdit des deux côtés sur une longueur de 20 mètres.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise BOUYGUES-CITELUM Adjointe déléguée aux travaux

Article 3

Signé par : Ludovic RAILLARD

Date : 22/07/2019

Qualité : Maire Adjoint

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

Article 4

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Police Municipale de Chenôve
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- L'entreprise BOUYGUES-CITELUM
- BOUYGUES E.S / CITELUM

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE, le 22 juillet 2019



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 191797 par laquelle BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDERANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE DE MARSANNAY

que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARRÊTE**Article 1**

L'entreprise BOUYGUES-CITELUM est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public 1 RUE DE MARSANNAY (Chenôve) sur trottoir, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée, à compter du 29/07/2019 jusqu'au 02/08/2019.

Article 2

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise BOUYGUES-CITELUM doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise BOUYGUES-CITELUM a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

Signé par : Ludovic RAILLARD

Date : 22/07/2019

Qualité : Maire, Coordonnateur des travaux

L'entreprise BOUYGUES-CITELUM devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Police Municipale de Chenôve
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- L'entreprise BOUYGUES-CITELUM
- BOUYGUES E.S / CITELUM

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE, le 22 juillet 2019



Pour le Maire
L'Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement du déménagement de Mme CHAUVEAU au 21 rue des Murgers par l'entreprise MARATHON DEMENAGEMENTS, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

ARRÊTE

Article 1 :

Afin de permettre le bon déroulement du déménagement, il convient d'autoriser l'entreprise MARATHON DEMENAGEMENTS à occuper le domaine public au droit du 21 rue des Murgers, pour stationner le camion de déménagement.
A titre exceptionnel, le camion pourra être stationné sur le trottoir, avec empiètement sur la chaussée.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le 6 août 2019.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise MARATHON DEMENAGEMENTS, pendant toute la durée du déménagement.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Entreprise MARATHON DEMENAGEMENTS,

Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 24/07/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

Police Municipale,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 22 juillet 2019



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de démolition de l'ancienne clinique de Chenôve par l'entreprise PENNEQUIN, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public et le stationnement au droit du 42 boulevard Henri Bazin et rue Alphonse Mairey,

ARRÊTE**Article 1 :**

L'entreprise PENNEQUIN est autorisée à occuper le domaine public au droit du 42 boulevard Henri Bazin et rue Alphonse Mairey sur le trottoir ainsi que sur les places de stationnement, le long du bâtiment de l'ancienne clinique.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir. Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. Une signalisation spécifique sera mise en place.

Le stationnement de tous véhicules, autres que ceux liés à l'exécution des travaux, sera strictement interdit sur cette zone.

L'emprise du chantier sera protégée par des clôtures de chantier conformément à la réglementation en vigueur.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 24 juillet 2019 au 9 août 2019.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par la société PENNEQUIN sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par la société PENNEQUIN sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 24/07/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de la société PENNEQUIN,
Police Municipale,
DIEZE,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 22 juillet 2019



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de taille de haie par l'entreprise DUC & PRENEUF, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement au droit de l'entreprise URGO, avenue Roland Carraz.

ARRÊTE**Article 1 :**

L'entreprise DUC & PRENEUF est autorisée à intervenir au droit de l'entreprise URGO, sur l'avenue Roland Carraz, entre la rue Paul Langevin et la rue de Longvic.
Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux (300 m linéaires), avec maintien d'un cheminement pour piétons.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 5 août au 9 août 2019.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise DUC & PRENEUF sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise DUC & PRENEUF, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise DUC & PRENEUF,
Police Municipale,
KEOLIS,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 30/07/2019
Qualité : 1^{er} Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code générale des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 19678 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement des travaux de réfection des murs de clôture (parcelle AL 243 – 7 rue de l'Arbre Pin), chez Monsieur LENOIR Christophe, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

ARRÊTE**Article 1 :**

Afin de permettre le bon déroulement des travaux chez Monsieur LENOIR Christophe, il convient d'autoriser le stationnement d'un camion de béton (toupie) sur le parking du gymnase Louis Curel au droit de la parcelle AL 243 (au fond du parking).

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le 5 août 2019 de 8h00 à 11h00.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par M. LENOIR Christophe pendant toute la durée des travaux.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Monsieur LENOIR Christophe devra maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur des Sports Loisirs Jeunesse,

Monsieur LENOIR Christophe,
Police Municipale,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 30/07/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux